



JUSTICE ET INFORMATIQUE

A la suite du rapport « Nora-Minc » qui stigmatisait « la médiocre automatisation du ministère de la justice » et « les difficultés de ce département pour faire face à l'accroissement des tâches » (1) l'administration centrale du ministère, sous le précédent comme sous l'actuel gouvernement, a mis au point une série de projets (casier judiciaire, bureaux d'ordre, etc...) fondés sur une conception centraliste de l'informatique. Reprenant pour partie à son compte les thèses de Bruno Lussato, le syndicat CFDT des personnels de l'administration centrale dénonce ici les dangers de la « grosse informatique centralisée » qu'il oppose à une micro-informatique autonome, locale, non connectée, plus aisément maîtrisable par les personnels et contrôlable par les « usagers », et donc moins menaçante pour les libertés.

Quand on sait, qu'à condition d'avoir les logiciels correspondants. Les micro-ordinateurs atteignent des performances comparables à celles de la gamme DPS 7 ; on peut se demander si l'opposition entre les « gros » et les « petits » est toujours bien d'actualité.

Le vrai débat ne porte-t-il pas plutôt sur le choix aujourd'hui possible entre des systèmes distribués reliés par des réseaux (1) par exemple la télécopie qui correspond bien à la structure de l'institution judiciaire, et un usage « autonome » de machines non connectées ? Ou alors c'est la longueur des câbles qui fait question !

L'informatique lourde au service de la justice

L'IMPLANTATION d'une informatique centralisée au ministère de la Justice, a largement dépassé le stade des premiers balbutiements. Trois systèmes sont déjà installés, 615 consoles de visualisation y seront connectées en 1983 :

- un IRIS-80 bi-processeur dont la fonction principale est la gestion en temps réel du Bureau d'Ordre Central des Tribunaux de Grande Instance de la région parisienne (actuellement : Paris, Créteil, Nanterre).

- un DPS 7-82 CII Honeywell Bull qui sera chargé à Nantes de la gestion du Casier Judiciaire national centralisé et d'un fichier national d'État-civil. (Il est actuellement remplacé par deux IRIS-80 étant donné les retards de livraison de CII Honeywell Bull).

- un DPS 7-80 qui sera chargé de la gestion d'un réseau pénitentiaire ainsi que de la gestion du personnel.

En regard, la micro-informatique fait figure de parent pauvre. Sur 207 agents affectés au bureau de l'informatique, une vingtaine seulement travaillent sur des applications touchant à la micro-informatique.

Le syndicat CFDT des personnels de l'administration centrale du ministère de la Justice, conscients des problèmes que peut poser un tel développement à la fois pour les libertés et les conditions de travail, demande depuis plusieurs années une réorientation de la politique informatique du ministère vers de petites unités autonomes, plus souples, moins coûteuses et plus facilement maîtrisables.

L'information relative au judiciaire est trop sensible pour accepter qu'elle reste centralisée et sous la responsabilité directe du pouvoir politique. Cela comporte des risques pour les libertés et pour l'indépendance de la justice : (fichage du justiciable, profils de magistrats, hiérarchisation de l'accès à l'information).

Le « changement » rend un réexamen des orientations prises, possible

Parmi les différents projets, les systèmes de Casier judiciaire national centralisé de Nantes et Bureau d'ordre centralisé des Tribunaux de Grande Instance de la région parisienne sont ceux, qui affectent le plus directement la vie des juridictions.

La centralisation des informations par de grands ordinateurs, a pour principale conséquence de **désaisir physiquement** les juridictions de ces informations au profit de centres informatiques hyperprotégés et dépendant directement du pouvoir central.

A cela s'ajoute pour le Casier judiciaire centralisé la nécessité, afin de pouvoir

effectuer la vérification d'état-civil prévue par la loi, de constituer un fichier centralisé d'état-civil à partir de celui de l'INSEE. L'état-civil constitue en lui-même un identifiant unique. La décentralisation de sa gestion au niveau des mairies et des Tribunaux de Grande Instance du lieu de naissance, doit être sauvegardée parce qu'elle comporte moins de danger pour les libertés.

L'opération de centralisation du Casier judiciaire, est gigantesque, elle risque de s'avérer coûteuse et d'aboutir à la constitution d'une véritable usine. On prévoit 30 000 demandes de Casier par jour. Or la délivrance d'un casier est un acte juridique, qui engage la responsabilité de magistrats. En outre, dès qu'un cas devient un peu compliqué, un acte largement jurisprudentiel et de ce fait difficilement automatisable est nécessaire. L'engagement de cette responsabilité est-il compatible avec un fonctionnement en « usine » avec un travail parcellisé, en brigades ?

La centralisation des informations contenues dans les Bureaux d'ordre des tribunaux de Grande Instance de la région parisienne (fichiers des personnes concernées par les affaires et fichiers des affaires comportants la suite des décisions prises) affecte de façon encore plus directe la vie des juridictions. Le système Bureau d'ordre permet de suivre pas à pas la marche de la procédure depuis l'arrivée d'une affaire au parquet, jusqu'au jugement et à l'exécution des peines. Il risque, par sa fonction de recherche des précédents judiciaires, de constituer un véritable Casier judiciaire bis ne présentant aucune garantie : les faits, qui ont entraîné la poursuite, n'ont pas encore été qualifiés par un magistrat au moment de la première saisie sur console. On prévoit de conserver les affaires classées sans suite, dix ans, ce qui aboutirait, uniquement pour la région parisienne à un volume de dix millions de fiches.

D'autres solutions sont possibles

Cette centralisation du casier et des Bureaux d'ordre de la région parisienne s'opère au moment où l'évolution technique rend possible une gestion au niveau local et par des systèmes autonomes. Dans quelques temps, il sera possible de transmettre par ligne téléphonique des documents signés (type casier judiciaire), d'un tribunal à un autre, en engageant effectivement la responsabilité de l'expéditeur.

Une réorientation de la politique informatique du ministère vers des systèmes autonomes et locaux, paraît plus adaptée à la nature même de l'institution judiciaire. Chaque juridiction conserverait ainsi la maîtrise de son information au niveau des casiers, des Bureaux d'ordre et des registres d'état-civil.

Un petit système, objecte on souvent à propos du Casier judiciaire, ne pourrait rendre des services aussi complexes, qu'un grand système. Tout le problème est de savoir, si il est souhaitable, en matière de casier, de tout automatiser, et si le rôle de la machine ne doit pas se limiter à préparer le travail pour que les décisions plus élaborées soient prises par les personnes compétentes : greffiers ou magistrats.

Une réorientation dans ce sens peut se faire progressivement. Dans un premier temps on peut limiter le gros système conçu pour Nantes, à la gestion du Casier central de Nantes, qui concerne les personnes nées à l'étranger et pour lesquelles on ne fait pas de vérification d'état-civil.

Même si un système centralisé doit être choisi un jour, un bilan de quelques années de fonctionnement en décentralisé, constituerait une première étape fort utile avant de lancer une entreprise de centralisation dont le coût même aura pour conséquence une impossibilité de tout retour en arrière.

Une juridiction de la région parisienne non encore prise en compte par le système Bureau d'Ordre centralisé implanté à Versailles, pourrait servir d'expérience pilote en matière de systèmes autonomes, pour être ensuite étendue si elle réussit. L'expérience LOGABAX menée à Bobigny depuis 1971, ne peut servir de référence. Car les configurations choisies à l'époque ne correspondent pas à la nature des problèmes.

Dans l'administration pénitentiaire aussi

Le lancement d'un projet d'informatique centralisée, pour l'administration pénitentiaire est d'origine récente. Il a pour point de départ un rapport Minc prévoyant une réorganisation de cette administration.

L'infrastructure du projet sera composée d'un réseau reliant par l'intermédiaire de Transpac les différentes directions régionales à un ordinateur de grande puissance (DPS-7 80 CII-HB). Un fichier central des détenus destiné à la « gestion hôtelière et pénale » serait constitué. Une base de données serait utilisée, gérée par le logiciel de CII-HB : IDS2. La configuration choisie paraît très importante en regard du volume des fichiers prévus : il y a environ 30 000 détenus. La base de données IDS2 contiendrait en outre les fichiers de gestion du personnel : soit 15 000 agents pour le Bureau des Fonctionnaires des Cours et Tribunaux, 15 000 agents pour le Bureau des personnels de l'administration pénitentiaire et 5 000 magistrats pour le Bureau des magistrats, soit un total de 65 000 dossiers.

Cette solution centralisée soulève des objections. Pour ce qui est de l'administration pénitentiaire l'utilisation des infor-

mations se fait pour la plus grande part au niveau local. La centralisation aura alors comme conséquence une situation aberrante ou on utilisera Transpac dans un sens pour transmettre des informations saisies, et par la suite, dans l'autre sens pour leur consultation. Or ce fichier central est loin d'être neutre, puisqu'il comporte notamment des informations sur la religion ou les opinions politiques des détenus.

La encore, une solution locale à base de micro-ordinateurs semble mieux correspondre. Sans doute l'administration centrale a-t-elle besoin de pouvoir localiser un détenu (sans passer par la police comme elle le fait actuellement). Mais là aussi un micro-ordinateur central suffirait à gérer les informations permettant d'identifier ces derniers ainsi que leur affectation. Des disquettes transitant entre les établissements et l'administration centrale, par l'intermédiaire des PTT reviendraient moins cher, que le réseau prévu.

Pour ce qui est de la gestion du personnel, le volume des fichiers de personnels du ministère de la Justice est loin d'atteindre celui d'administration comme l'Éducation nationale ou les PTT. Les plus volumineux : ceux du Bureau des fonctionnaires des Cours et Tribunaux ou du Bureau des personnels de l'administration pénitentiaire représentent environ 15 000 dossiers chacun. Un des besoins essentiels du gestionnaire est d'obtenir la liste d'agents répondant à différents critères. Cette opération est très coûteuse en temps réel, lorsqu'on est relié à un système central distant de plusieurs dizaines de kilomètres. Le système actuel, en traitement par lots, donne un temps de réponse, plus lent que le système manuel. Des systèmes locaux seraient plus adaptés, plus souples et moins coûteux.

Le Bureau des Magistrats qui gère 5 000 dossiers pourrait servir d'expérience pilote dans ce domaine.

Changer les structures, élargir la commission de l'informatique

La réorientation de la politique informatique du ministère de la Justice appelle un changement de structures. Jusqu'à présent, l'équipe chargée du développement de la micro-informatique, en particulier pour les petites juridictions de province, a été le parent pauvre du Bureau informatique. A la suite du départ de l'ingénieur, qui en avait la responsabilité, elle a été placée sous l'autorité de l'état-major chargé du développement de la grosse informatique. L'équipe micro-informatique travaillant dans le domaine pénitentiaire a été, quant à elle, mise sous l'autorité du responsable chargé du développement des réseaux.

Il faut doter la micro-informatique autonome de structures permettant de faire